

RÉSISTANCE SOCIALE

" La République sera sociale ou ne sera pas ! " J. Jaurès



SOMMAIRE

- p.1 et 2 :** L'édito
- p.2 :** Solidarité internationale
- p.3 et 4 :** Place au débat
- p.5 et 6 :** Communiqué de Résistance Sociale
- p.7 :** Actualité sociale
- p.8 :** Coup de gueule

L'ÉDITO

La misère s'installe comme une réalité quotidienne en France et en Europe. La misère, la vraie, celle qu'on croyait repoussée hors de nos frontières. La misère, celle qui tue non seulement les SDF dans la rue, mais les pauvres gens dans des appartements chauffés à la bougie, l'électricité ayant été coupée. La misère, celle qui allonge les files d'attente devant les soupes populaires ou les restos du cœur. La misère qui condamne les enfants à ne manger qu'un seul repas par jour : celui de la cantine scolaire.

8,2 millions de Français vivent aujourd'hui en dessous du seuil de pauvreté (959 € mensuels) et le Président du Conseil économique et social porte à près de 15 millions le nombre de personnes vivant dans des conditions « indignes d'un pays développé ».

Et on pourrait presque dire que la France s'en sort bien. Son modèle social (ce qu'il en reste), issu de la Résistance, sert encore d'amortisseur à la paupérisation généralisée de la population, paupérisation fortement accélérée depuis 5 ans et les années Sarkozy.

Le nouveau modèle social que voulait instaurer le CNR, fondé sur la solidarité et la justice sociale, laisse peu à peu la place à des mécanismes de charité : la CMU remplace la Sécurité sociale, le RSA remplace le SMIC, Médecins du Monde, les hôpitaux publics et les emplois aidés, les CDI. Quand on parle d'inclure une « clause sociale » lors de la passation d'un marché public, il ne s'agit pas d'imposer un dialogue social, des revalorisations salariales ou des négociations sur les conditions de travail, mais de s'assurer de l'embauche de 2 ou 3 chômeurs de longue durée pour lesquels on paiera les cotisations dites « patronales »...

Foin de l'ascenseur social, lorsque le simple égal accès aux services publics n'est plus assuré ! Et de quel service public ? La Poste ? Une gestion totalement privatisée sans prise en compte de l'intérêt général. Les hôpitaux ? Délabrement organisé et fermetures programmées. Les transports ferroviaires ? Priorité aux TGV, état catastrophique des lignes de banlieue qui véhiculent les salariés et abandon des lignes secondaires vitales pour les territoires. Edf, GdF, Télécommunications, Pôle Emploi ? Dérégulés, privatisés.

Tandis que le bien commun a été vendu à l'encan, tandis que flambent les bonus des actionnaires, les stock-options et les parachutes dorés, on met les pauvres à l'index. Acculés à la survie, ils deviennent des « profiteurs » qu'il faut pourchasser. De honteux voleurs, même, alors qu'on affirme la nécessité de réduire la « dette publique » et donc l'obligation – pour les travailleurs, pas pour les financiers, dont il ne faut pas « se couper » ! – de se serrer la ceinture.

Et que dire des autres pays de l'Union Européenne ? Je ne parle même pas des ex-pays de l'Est mais plus simplement de l'Irlande, de l'Espagne, du Portugal, de l'Italie. Et de l'Allemagne, oui de l'Allemagne, où les chiffres du chômage doivent être truqués avant d'être présentés. De l'Allemagne, où il n'est pas facile d'être femme et de travailler, où les emplois précaires ont explosé. De l'Allemagne qu'on s'obstine pourtant, dans les médias, à nous citer en exemple !

...

(Suite page 2)



L'ÉDITO (suite)

Comment ne pas terminer en évoquant la Grèce ? Comment ne pas rendre hommage au vaillant peuple grec qui est resté mobilisé toute une nuit – et qui l'est encore - pendant que son Parlement le soldait à moitié prix pour obéir à la fameuse troïka (Union européenne, Banque centrale européenne, Fonds monétaire international), pour le plus grand profit des banquiers. Comment des élus du suffrage universel peuvent-ils à ce point mépriser leurs électeurs, auxquels ils infligent misère et famine à travers un nième plan d'austérité qui n'a plus de sens, qui baisse des revenus salariés de 50 % après avoir privatisé tout ce qui était possible, tandis que les multimillionnaires sont légalement dispensés de toute imposition ? Si la Grèce avait un gouvernement digne – il faudrait déjà pour cela qu'il eut été démocratiquement élu – celui-ci déclarerait cette « dette » nulle et non avenue, comme l'Argentine l'avait courageusement fait.

Après donc le nouveau traité concocté par A. Merkel et N. Sarkozy, sans aucune consultation populaire, à 2 mois et demi des élections en France, après la mainmise dictatoriale de la finance sur la Grèce, on peut se demander : « Jusqu'à où iront-ils ? ».

Jusqu'à ce que les peuples reprennent leur destin en main.

Marinette BACHE

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Par la rédaction de Réso

► **GRÈCE** : Nombreuses manifestations à Athènes et dans d'autres villes du pays le dimanche 12 février, date du vote du mémorandum au parlement. Remous au PASOK où des députés démissionnent. Mikis Theodorakis et Manolis Glezos (ancien résistant) ont appelé à une manifestation massive ce dimanche pour « arrêter la trahison ». En marge de la manifestation, la plainte pour haute trahison (suite au premier mémorandum de 2010) lancée par un médecin grec ayant étudié le texte du mémorandum et la constitution grecque, après avoir été acceptée par un procureur, a été acceptée par la haute cours de justice (après un refus de la cours de justice). Et si le droit constitutionnel grec prenait sa revanche ?

En parallèle, une plainte pour « haute trahison contre G. Papandréou » de 2 femmes grecques envoyée au procureur de La Haye a été suivie par des milliers de grecs qui ont tenté d'envoyer un mail de soutien. Le serveur aurait d'ailleurs été incapable d'accepter toutes les demandes. Selon Reuters, le plus grand syndicat de la police a menacé de délivrer des mandats d'arrêt contre des fonctionnaires de l'Union européenne et du FMI concernant les mesures d'austérité impopulaires. Dans une lettre la Fédération de la police grecque a accusé les responsables de « ... faire du chantage, d'abolir la démocratie et la souveraineté nationale ».

► **BURKINA-FASO** : Le libre échange a envahi le monde. En Afrique de l'Ouest, la Chine achète des terres cultivables, la culture du coton est gangrenée par Monsanto, l'artisanat local, le textile sont concurrencés notamment par des acteurs chinois. Ce qui fut considéré comme la bouée de sauvetage par des coopératives – le commerce équitable – est désormais atone. Car la plupart des structures de commerce équitable, implantées dans les pays occidentaux, font eux aussi « jouer la concurrence »...

Des coopératives, au Burkina Faso, tentent de se réorganiser pour ne pas sombrer. C'est le cas de la CFAM (Coopérative de femmes en arts ménagers).

Pour en savoir plus :

<http://www.m-pep.org/spip.php?article2435>.

► **PORTUGAL** : Samedi 11 février, 300.000 personnes défilaient à Lisbonne contre les mesures du gouvernement qui prévoient une profonde réforme du marché du travail. Armenio Alves Carlos secrétaire général de la CGTP, a souligné qu'il s'agissait de « la plus grande manifestation de ces 30 dernières années » : « Nous sommes là pour protester contre l'exploitation, l'inégalité et la pauvreté. C'est cela que la Troïka Union européenne, BCE et FMI apporte à ce pays, avec le consentement du gouvernement ».

► **ROUMANIE** : Après deux semaines de grève et manifestations, pour protester contre le nouveau plan d'austérité, le peuple roumain est parvenu à chasser du pouvoir le premier ministre, remplacé il est vrai par l'ancien chef des renseignements extérieurs.

► **ESPAGNE** : pour protester contre les mesures d'austérité prévues par le nouveau premier ministre conservateur, Rajoy, les deux principaux syndicats espagnols ont appelé à la grève et à des manifestations le 19 février.

► **ÉTATS-UNIS** : Barak OBAMA, candidat à un second mandat à la Présidence veut « faire payer les riches, imposer les revenus financiers, ne plus permettre qu'un patron payé en millions soit imposé au même taux que sa secrétaire ». Socialiste ? Même pas.

► **ISRAËL** : Répondant à l'appel du syndicat Histadrut, des milliers de fonctionnaires ont fait grève à compter du 8 février pour obtenir l'intégration de 250 000 salariés intérimaires et l'égalité de traitement pour ces personnels. Si l'intégration n'a pas été obtenue, des hausses de salaires et de primes et une revalorisation des retraites a cependant été acceptée par le gouvernement.

PLACE AU DÉBAT

Au choc des civilisations, répondons par un républicanisme de choc !

par *Éric FERRAND*

Voici enfin apparaître au grand jour la grille de lecture et d'interprétation des événements du monde, que dis-je, de notre pays -- la France ! -- par la triste voix du Ministre de l'intérieur Guéant : le choc des civilisations ! Vieille thèse érigée en dogme il y a quelques années par l'universitaire américain Samuel Huntington terrorisé par la peur d'un Occident assiégé par des « civilisations hostiles »... Portée haut désormais par M. Guéant, cette thèse du choc nous choque. **Car tout républicain qui se respecte ne peut envisager de construire l'avenir avec d'éternels coupables et des innocents par nature.** L'avenir en commun suppose la vérité dans toute sa complexité, sans manichéisme facile.

Osons alors regarder les choses en face : et si la réalité aujourd'hui était moins le choc des civilisations que la mondialisation libérale, que la mise en concurrence des civilisations pour le plus grand profit du marché ? Les termes de cette concurrence ne se trouvent ni dans la Torah, ni dans l'Évangile, ni dans le Coran. Les termes de cette concurrence se trouvent dans les codes du Travail et surtout dans l'absence de code du Travail. La compétition n'est pas entre Bouddha, Confucius, Jésus et Mahomet. La confrontation est entre les législations sociales ou même dans l'absence de législation sociale. De cette mêlée ouverte, le pays qui semblera sortir victorieux sera le moins-disant social et le moins-disant environnemental.

Le choc des civilisations est un dérivatif qui permet de dissimuler la course aux dividendes, l'enrichissement des plus riches, l'exploitation des plus pauvres, à l'échelle planétaire.

Bien sûr il existe des extrémistes. Bien sûr il existe des terroristes. Bien sûr il existe des fanatiques. Les responsables des attentats aveugles doivent être condamnés sans faiblesse et sans hésitation. Mais tous ces comportements répréhensibles, tous ces actes odieux, servent aussi d'alibis à d'autres, sont aussi utilisés pour cacher les véritables enjeux, permettent de parler d'autres sujets que de la domination sans borne du capital, détournent l'attention des problèmes graves que connaît l'humanité tout entière. **Mais, n'est-il pas préférable pour les couches sociales dominantes et dirigeantes au niveau mondial de favoriser les antagonismes entre les hommes à partir de leur religion, de leurs origines ethniques ou de la couleur de leur peau, plutôt qu'en fonction de leur place dans le circuit économique ?**

Qui, en France, prône la discrimination positive, sinon Nicolas Sarkozy et ses amis ? Benoîtement, ils la présentent comme une idée généreuse destinée à combattre et à compenser les discriminations négatives réelles dont sont victimes nos concitoyens issus de l'immigration ou de l'Outre-mer. En réalité, elle enfermerait tous les Français dans des catégories sur le critère de leur naissance, les opposant définitivement les uns aux autres sur des bases communautaires. Elle mettrait fin à l'égalité entre les citoyens, conquête essentielle de la Révolution. Elle aggraverait la déconstruction de la République. Elle participerait au démantèlement de la France. Et, loin de mettre fin aux discriminations, elle n'en ajouterait qu'une de plus, car même positive une discrimination reste une discrimination.

À juste titre, il faut de toutes ses forces s'opposer à la montée actuelle du racisme, de l'antisémitisme et du communautarisme en France, mais aussi dans d'autres pays, notamment européens. **Mais il faut rappeler avec tout autant de force que cette montée inquiétante est pour une bonne part la conséquence de la crise économique et du chômage de masse persistant, notamment chez les jeunes.**

Les idéologies d'exclusion, les discours de haine et les démagogues racistes sont à l'œuvre depuis toujours. Mais ils ne rencontrent une réelle audience que dans des situations économiques dégradées. Regardons la situation actuelle de notre pays et nous n'avons, malheureusement, aucune peine à comprendre leur succès.

Les tensions raciales, ethniques ou religieuses détournent l'attention des problèmes économiques. Le social se réduit alors aux relations intercommunautaires. La responsabilité des difficultés est attribuée à l'«Autre». C'est le discours nauséabond sur l'étranger qui vient manger le pain du travailleur français, en lui volant son emploi.

La solution, qui consiste à donner à certains des bons points en fonction de leurs origines et, donc, à d'autres des mauvais points, ne fait qu'aggraver les divisions au sein de la société. **Mais ces divisions protègent le système en place, les situations acquises et les dividendes confortables.**

Enfin, il faut revenir aux principes fondamentaux de la République, notamment de la République sociale.

PLACE AU DÉBAT

Le chômage nourrit le racisme et la xénophobie. Mais, en retour, le racisme et la xénophobie servent à masquer le chômage. Le retour à l'emploi dans notre pays est la première urgence. La transmission des savoirs doit redevenir au centre de l'École. La République n'est pas une idée spontanée. Elle est le fruit d'un apprentissage pour que chacun écoute l'autre dans l'espace public et essaie de le comprendre, et pour que chacun respecte la sphère privée de son voisin. La société humaine ne se réduit pas à un marché, où tout se vend, où tout s'achète, où tout doit se transformer en profit immédiat et individuel. La société humaine est diverse. L'intelligence politique est de savoir s'adapter à cette diversité. Ainsi, sachons redonner une vigueur renouvelée à la notion de service public. Le monde dans lequel nous vivons est certes dangereux. **Mais cette dangerosité est moins due aux inévitables extrémistes qu'à l'instrumentation de ces extrémistes par ceux qui veulent que notre attention soit distraite de leurs profits, voire de leurs méfaits.** Ils ont besoin de ces dérivatifs que leur donne l'actualité et qu'ils savent exploiter au mieux. À nous de n'être point dupes, à

nous de ne pas nous laisser abuser. À nous de savoir montrer comment sont utilisés, amplifiés et déformés des faits réels à des fins de pure propagande. À nous enfin de nous donner les moyens de supprimer les sources qui alimentent les extrémismes.

Heureusement, l'humanité est diverse. Heureusement, il existe sur cette planète diverses civilisations. Heureusement, au cours de l'histoire, ces civilisations ne se sont pas seulement heurtées, elles se sont aussi mutuellement fécondées. Aujourd'hui, grâce aux facilités de transport des êtres humains et de transmission des informations, toutes les civilisations se trouvent simultanément cohabiter, et les zones de contact entre des individus appartenant à des civilisations différentes vont finir par s'étendre à la planète entière. Nous devons savoir gérer cette situation. Être républicain au 21ème siècle, c'est avoir un idéal à proposer au monde dans sa diversité. La République, avec son principe de laïcité et sa dimension sociale, tend vers l'Universel.

Au choc des civilisations, répondons par un républicanisme de choc.

Patrimoine national et endettement

Par Alain GÉLY

Les travaux de l'INSEE sur le patrimoine national en 2010 sont disponibles sur :

<http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1382/ip1382.pdf>

Quelques chiffres méritent d'être mis en évidence :

- le passif brut des administrations publiques (2.025 milliards d'euros, disons 2.000) représente moins de 10 % du passif brut total, et beaucoup moins que celui des sociétés non financières
- le patrimoine financier net (négatif, c'est-à-dire l'endettement net) n'est que de 1.137 milliards, deux fois moins que celui des entreprises non financières (2.740) et presque deux fois moins que le passif brut, puisque les administrations ont notamment des actifs financiers (884 milliards)
- le patrimoine net des administrations publiques est POSITIF, à hauteur de 517 milliards, et le patrimoine national de plus de 13.000 milliards (dont 7.000 pour les constructions et terrains)

Quelques rapides commentaires :

- dire qu'un "bébé moyen" qui naît aujourd'hui a une dette de 2.000 milliards / 65.000.000 = 30.000 euros, comme le font les "dramatisateurs de la dette" c'est oublier qu'il naît surtout, si on veut vraiment faire ce genre de calculs stupides, avec une part du patrimoine public de 517 milliards / 65 millions = 8.000 euros environ et c'est surtout oublier que ce "bébé moyen" naît avec un patrimoine estimé à 13.065 milliards / 65.000.000 = environ 200.000 euros!
- que ce calcul n'inclut pas le patrimoine inestimable de connaissances accumulées grâce à l'éducation ; ce patrimoine est générateur de valeurs ajoutées futures (pour ne s'en tenir qu'aux aspects matériels) certainement bien supérieur à ces 13 mille milliards, puisque le PIB d'une seule année est aujourd'hui voisin de 2 mille milliards...
- bref, l'endettement public est dans l'ensemble, un investissement qui a été indispensable dans le passé et sera tout aussi nécessaire dans l'avenir ; ... ce qui ne dispense pas de pourchasser les dépenses inutiles voire nuisibles, les niches fiscales inefficaces et la fraude fiscale, ni de prélever des impôts à hauteur de la capacité contributive des citoyens (c'est-à-dire surtout de ... leur patrimoine) !

Pour illustrer, aussi, le caractère fallacieux de ce "bébé moyen", qui serait endetté jusqu'au cou dans son berceau, on consultera aussi l'Insee première sur les inégalités de patrimoine: <http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1380/ip1380.pdf>

J'en extrais deux phrases : les 1 % des ménages les plus riches en termes de patrimoine détiennent chacun plus de 1,9 million d'euros d'avoirs. À l'opposé, les 10 % de ménages les moins dotés détiennent chacun moins de 2 700 euros de patrimoine et collectivement moins de 0,1 % de la masse totale.

Communiqué de Résistance Sociale du 31/01/12

Une croix sur notre modèle social

**En plus du programme du Conseil National de la Résistance,
Nicolas Sarkozy veut revenir sur les avancées de 1936 !**

► Fin de la durée légale du temps de travail

Ce n'est pas seulement les 35 heures que Nicolas Sarkozy veut remettre en cause, mais la durée légale. Il s'agit de pouvoir adopter n'importe quelle durée du travail au niveau de l'entreprise, « *qu'il y ait des syndicats ou non* » (Xavier Bertrand, BFMTV). Seule la durée maximale (déjà flexible) pourrait rester : 48 H par semaine, 44 H sur 12 semaines. On reviendrait avant 1936 !

► Baisse des salaires bruts

La part des salaires dans la valeur ajoutée a déjà baissé de 6 à 10 points, raison principale de la crise et de la dette. Les augmentations 2012 sont souvent inférieures à l'inflation. Pour Nicolas Sarkozy, il faut plus : pouvoir baisser les salaires en valeur absolue. Là où il y a des syndicats puissants, il multiplie les lois anti grève.

NB : la réforme « systémique » des retraites en cours « d'étude » a pour but de pouvoir baisser les retraites aussi !

► Baisse de la partie socialisée du salaire (appelée « charge » à la télévision...)

Nicolas Sarkozy veut supprimer 13 Mds € de cotisations sociales patronales, c'est-à-dire de la partie du salaire qui alimente la Sécurité sociale au lieu d'être versée immédiatement. C'est donc 13 Mds € de baisse des salaires.

Au total il y aurait 43 Mds € d'exonérations chaque année.

► La Sécurité sociale en voie de démantèlement

Nicolas Sarkozy a précisé qu'il retirait 13 Mds à la Sécurité sociale. Il n'a pas dit qu'ils seraient compensés ; le « trou » ne lui fait pas peur, il le creuse.

La logique de la réforme signifie la mort de la Sécurité sociale : la branche famille dit-il n'aurait rien à voir avec les entreprises. On peut dire pareil de l'assurance maladie, ce qui a d'ailleurs été envisagé – puis abandonné, car trop explosif –, et des retraites. C'est donc toute la Sécurité sociale qui est visée.

→ **Le but : baisser massivement le « coût du travail » (le salaire) et remplacer la Sécurité sociale par des assurances privées individuelles comme aux États-Unis.**

Rappel : **la Sécurité sociale est un TOUT**. La notion de branche n'existait pas en 1945. Elle a été introduite par de Gaulle en... 1967.

► L'entreprise au lieu de l'école pour des centaines de milliers de jeunes

La plupart des entreprises étant en effectif tendu et ayant peu de compétences pédagogiques ne peuvent former des apprentis. Bien que le coût soit payé presque en totalité par l'État elles préfèrent souvent payer des pénalités, sauf si le travail est si simple qu'il évite une embauche au SMIC. **Le but, c'est de supprimer des enseignants et des écoles.**

► Les collectivités territoriales de nouveau dans le collimateur

Après la réforme de la taxe professionnelle, la réforme territoriale, Nicolas Sarkozy veut infliger la RGPP (= suppression d'un fonctionnaire sur deux) aux collectivités locales. Pourtant ce n'est pas la faute des collectivités si le nombre de RSA et la pauvreté explosent, mais le résultat de la politique d'austérité du gouvernement !

**Hausse de la TVA, de la CSG, des prix, baisse des salaires,
des remboursements Sécu, plus de complémentaires santé...
= baisse du pouvoir d'achat**

Que la hausse de la TVA n'entraîne pas une hausse des prix ne mérite guère de commentaire. On nous l'a dit pour l'euro, il y a 2,5 % d'inflation...

Comment Nicolas Sarkozy crée la dette... puis la fait payer par la population ?

Le gouvernement supprime 13 Mds € de ressources pour la Sécurité sociale, ce qui crée le « trou », qui entre dans le déficit général, et augmente d'autant la dette

Puis comme il y a un « trou », une dette, que les finances publiques sont « exsangues », on inflige à la population le remboursement via la TVA, la CSG, les coupes dans les remboursements, les services publics, ...

→ **La crise, la dette, l'austérité sont les conséquences des mêmes décisions politiques. Il faut inverser cette politique.**

Le pari de Nicolas Sarkozy :

s'il gagne en mai, ça valide tout en bloc ; s'il perd il n'y aura pas retour en arrière.

Tout est fait pour cela y compris au niveau européen où Nicolas Sarkozy et Angela Merkel ont fait valider le traité intergouvernemental de discipline budgétaire (1) adopté par 25 des 27 pays de l'UE le 30 janvier.

**Mobilisons-nous tout de suite, unitairement,
contre les réformes de Sarkozy et le nouveau traité européen,
pour une politique de progrès social.
Mobilisons-nous dès à présent, consolidons le rapport de force
pour que le futur président entende l'exigence populaire.
Revendiquons la République sociale !**

(1) Le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance de l'Union économique et monétaire a été adopté lors du sommet du 30 janvier par 25 pays sur 27.

Il prévoit entre autres des sanctions automatiques sous la houlette de la Cour de Justice. C'est une quasi mise sous tutelle généralisée. La signature est prévue en mars.

Signez la pétition contre la signature par la France de ce traité intergouvernemental sur le site : www.resistancesociale.fr

AVEZ-VOUS REMARQUÉ ?

Mme Le Pen aime bien les patrons ... et réciproquement

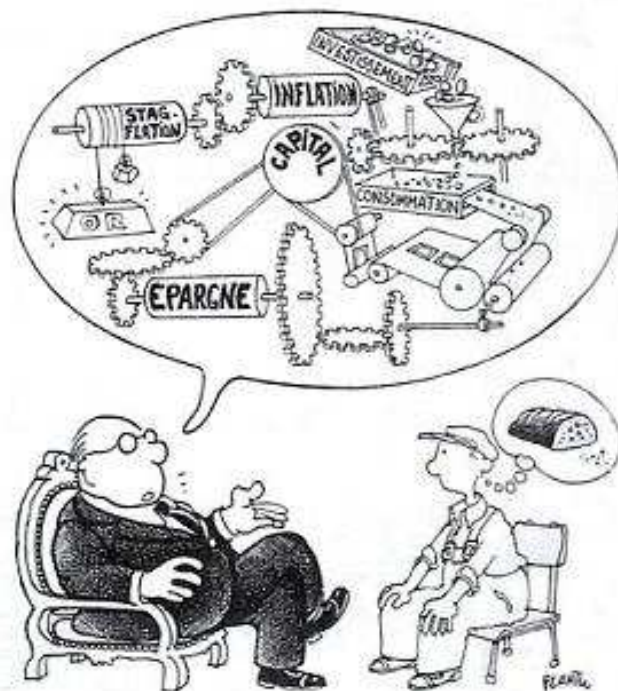
Selon le magazine « Challenges », Marine Le Pen a lancé son opération séduction devant les chefs d'entreprise.

"Je ne suis pas votre ennemie", affirme la candidate à la présidentielle, **"Je suis pour la libre entreprise... ».**

Démagogue, elle prétend augmenter les salaires... en les faisant payer par les salariés ! « **...Je ne crois pas à une augmentation du Smic, qui repose sur l'entreprise. C'est pourquoi l'État assumera cette hausse en prenant à sa charge une partie des cotisations sociales** ». En fait, elle reprend exactement la position du MEDEF : ne pas augmenter les salaires, casser et privatiser la Sécurité sociale, augmenter la TVA, les impôts.

Message reçu 5 sur 5 par le parterre d'une centaine de chefs d'entreprise : Un responsable de l'UIMM, puissante fédération de la métallurgie dans le patronat, saluera d'ailleurs les **"propositions très alléchantes"**.

Table ronde close « **sous les applaudissements** »...



ACTUALITÉ SOCIALE

Par Pierre KERDRAON et Marinette BACHE

Vous avez dit concertation ?

Alors que dans sa longue interview sur huit chaînes de télévision, Nicolas Sarkozy avait annoncé une concertation entre partenaires sociaux (à deux mois de la Présidentielle !) sur la durée du travail et le niveau des salaires pour que ceux-ci puissent être décidés au sein de chaque entreprise et non plus nationalement ou par branche, les députés UMP n'ont pas hésité à profiter de la discussion actuelle d'un projet de loi dit de « simplification du droit » pour introduire cette mesure. Sans donc la moindre concertation préalable ! Ainsi, les formes ne sont même plus respectées. Il est vrai qu'hormis la CFDT, tous les syndicats y sont défavorables et qu'une partie du patronat est elle-même assez réticente.



Lejaby, ce n'est pas fini



Au cours des dernières semaines, tous les responsables politiques ou presque se sont rendu auprès du personnel de Lejaby à Yssingeaux, dans la Loire, pour exprimer leur solidarité réelle ou feinte et tenter de trouver une solution afin de conserver tant soit peu le savoir-faire de ces ouvrières. La société a en effet été mise en liquidation judiciaire. Luc Chatel a fini par sortir de son chapeau la proposition d'une filiale de LVMH qui serait prête à conserver une activité sur le site et à reprendre une partie importante du personnel mais pour travailler sur du cuir et non sur du tissu. Affaire à suivre, d'autant que le personnel se retrouve pour le moment en chômage partiel, faute de pouvoir être payé par le liquidateur.

Xavier Mathieu condamné

Xavier Mathieu, le leader syndical CGT des Conti de Clairoix, vient d'être condamné par la cour d'appel à une amende de 1200 euros pour avoir refusé un prélèvement ADN censé permettre de prouver sa participation aux dégradations commises à la préfecture de Compiègne (Oise) en 2009.



Hôpital St Antoine (AP-HP à Paris) : le démantèlement continue !

Suppressions d'emplois, suppressions de lits, fermetures-transferts de services, le démantèlement des hôpitaux de l'APHP continue, notamment au niveau des hôpitaux de l'est parisien. Cette politique de regroupements des hôpitaux parisiens n'a de vision que comptable et s'effectue évidemment sans concertation ni avec le personnel médical concerné, ni avec les élus et les usagers.



Après la Maternité de St Antoine voici le déménagement annoncé du service de Pneumologie avec au passage de ce transfert à Tenon, suppression de 15 postes et 10 lits d'hospitalisation! Conséquence : une diminution de l'offre de soins pneumologiques dans l'Est Parisien, alors même que les pathologies pulmonaires sont en constant augmentation... Sans compter que le trajet St Antoine-Tenon peut donc dans certains cas être trop long et mettre en danger la vie du patient. Depuis le mois de décembre, manifestations et actions se succèdent rassemblant toutes les catégories de personnel ; un Comité de défense s'est créé pour défendre le service de pneumologie ; il a reçu le soutien du Conseil de Paris.

COUP DE GUEULE

AUGMENTONS NOS SALAIRES DE 34 %, TOUT DE SUITE !

Par Charles-Henri LABÂTIE

Ubuesque ? Grottesque ?

Ce qui est incroyable c'est que les premiers à hurler sur la moindre augmentation de salaire, la moindre avancée sociale, ceux qui expliquent à leurs salariés qu'il faut de la sueur du sang et des larmes, qu'il n'y a plus d'argent etc., ne se posent pas le problème pour eux !

Comme vous, je viens d'apprendre que les dirigeants du CAC 40 ont, en moyenne, en 2010, eu une hausse **de 34 % de la rémunération... on comprend mieux pourquoi ils ont longuement hésité à les publier (Cf. coup de gueule de Jean-Luc du mois dernier).**

Cela porte le montant total de leur rémunération à 4,11 millions d'euros dont une augmentation de plus... d'un million d'euros !

Tiens d'ailleurs en temps de crise combien gagne un patron ?

Onze dirigeants français dépassent pour 2010 240 Smic soit 4,6 millions d'euros : Jean-Paul Agon de L'Oréal (10,7 millions d'euros), le patron de LVMH Bernard Arnault (9,7 millions d'euros) et Carlos Ghosn (Renault : 9,7 millions d'euros... Renault a besoin d'aide pour que nous sauvions les salariés mais pas pour augmenter son patron !), Bernard Charlès (Dassault Systèmes : 9,5 millions), Franck Riboud (Danone : 7,7 millions), Maurice Levy (Publicis : 6,2 millions) et Christopher Viehbacher (Sanofi-Aventis : 6,1 millions).

Ces gens-là se repaissent grâce au travail de chacun ! Même en nous plaçant dans une logique libérale, voire ultra-libérale, **quelle plus-value un homme peut apporter à une entreprise qui justifie de tels montants ?**

Bien entendu les patrons des 40 plus grandes entreprises françaises ne sont pas les seuls à avoir été augmentés ! **Ceux des 80 suivantes aussi (indice SBF 120) même s'ils n'ont osé s'augmenter que**

de... 31 % en 2010, soit presque un demi-million. Ainsi rien de plus facile que de trouver 1,5 million d'euros ! Inutile de laminer nos services publics à coup de RGPP, de diminuer nos retraites, de faire croire qu'être salarié est un avantage extraordinaire et être fonctionnaire un avantage scandaleux !

Dès qu'il s'agit de faire grève pour sauvegarder une prime d'habillement, un avantage de transports, un droit à la retraite anticipée, des avantages de CE, les salariés se voient taxés de corporatisme alors qu'ils ne font que défendre des avantages acquis par certaines professions par leur aînés, parfois au prix du sang !

Lorsque les syndicats demandent une augmentation du Smic supérieure à l'inflation, les médias les stigmatisent en dangereux démagogues !

Le pire c'est que nous sommes sensibles à ce discours. Nous sommes, pour la plupart, prêts à jouer à Saint-Martin en coupant en deux notre manteau ! Si demain on nous expliquait qu'en donnant un euro mensuel on éradiquerait les SDF, je suis certain qu'une très large majorité des salariés qui sont à découvert avant même la moitié du mois y serait prêts !

C'est ainsi ! Le sacrifice et les larmes pour les uns, la luxuriance et la jouissance pour les autres... jusqu'à quand cela durera-t-il ? Jusqu'à quand l'accepterons-nous ? Cela fait plus d'un an que le peuple grec manifeste, que les dirigeants le trahissent tour à tour, que les dirigeants européens préfèrent la richesse des banques au bonheur de leurs concitoyens...

En tout cas, moi, la prochaine fois que j'entends un type dire d'un salarié, d'un fonctionnaire, d'un jeune ou d'un retraité qu'il est un privilégié, je pense que je lui donnerai une grosse tarte... ça ne changera pas grand-chose, certes ... mais qu'est-ce que ça me fera du bien !

VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de RESO, association loi 1901

Siège social :

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr

Courriel : webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice de la publication :

Marinette BACHE

NOM PRENOM :

ADRESSE :

.....

TEL : Portable :

E-mail :

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi exemplaires par envoi.

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)